

Plateforme d'intelligence territoriale wallonne

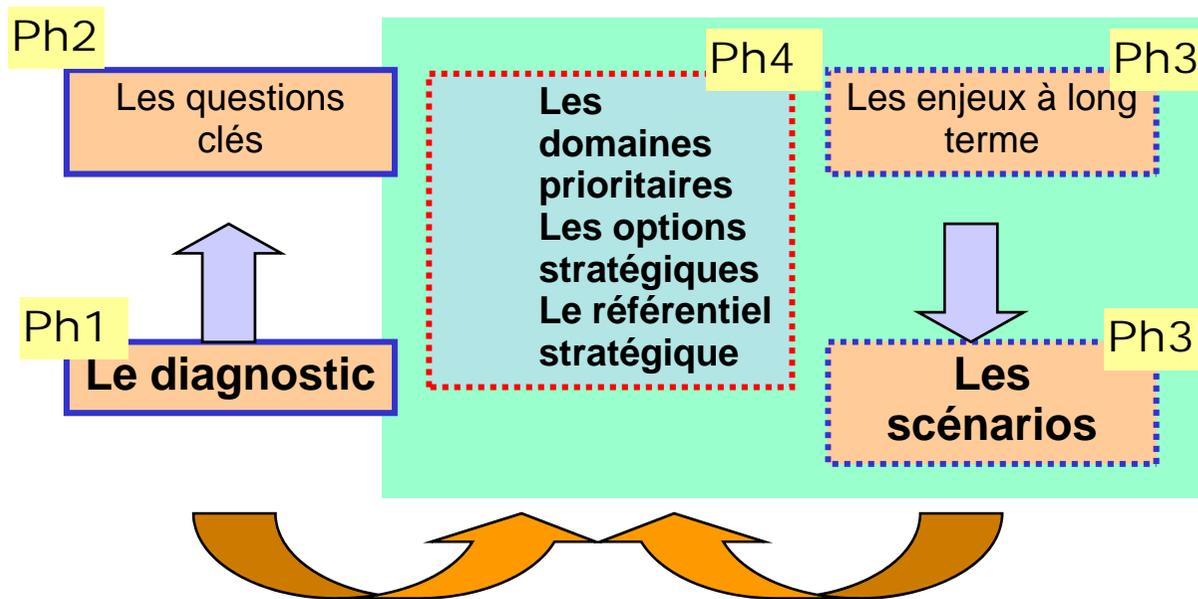
L'utilisation concrète de la systémique dans les
exercices de prospective territoriale

Deuxième partie : les cas

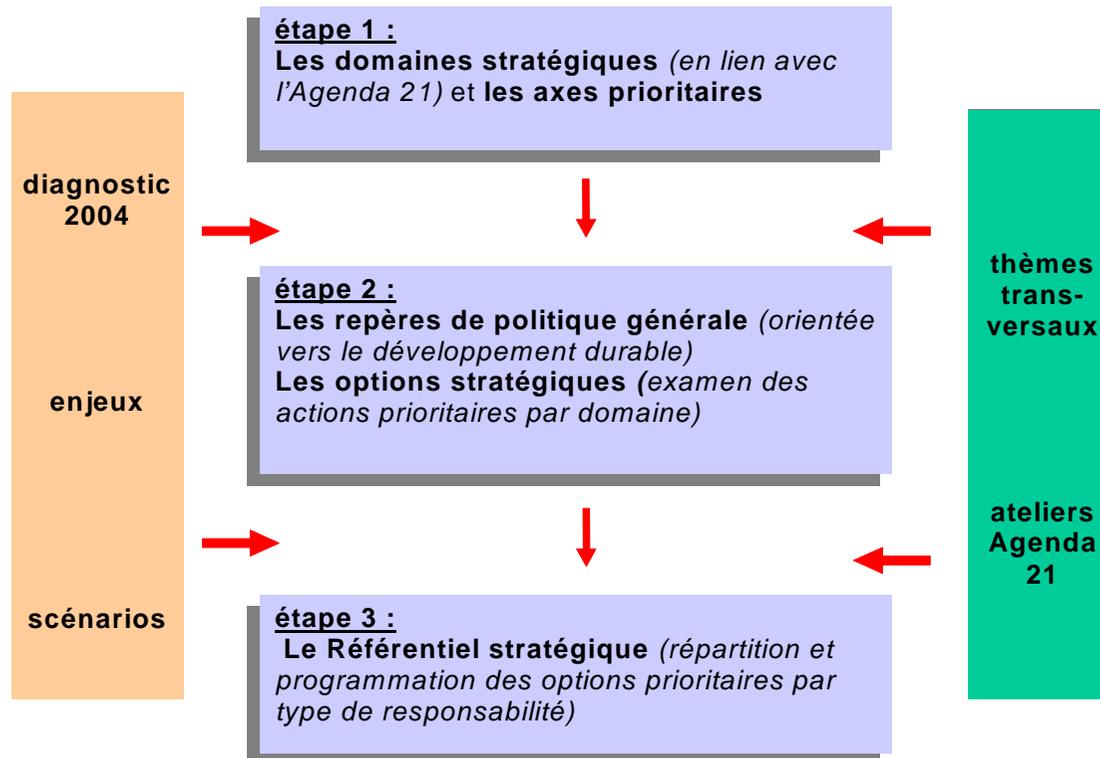
Guy Loinger

Namur, le 09-09-09

- 4) Des exemples concrets.
- 1. La Gironde
- 2. Habitat Pays de la Loire
- 3. Martinique Nord



- **Le diagnostic et les questions clés** (*phase 1 et 2*) définissent la situation, les caractéristiques et les enjeux majeurs locaux ou généraux de la Gironde à partir de l'état des lieux et des tendances.
- **Les enjeux et les scénarios** (*phase 3*) visualisent des évolutions possibles de la Gironde à long terme. Cet instrument permet notamment de relativiser les problématiques actuelles et d'apprécier leurs impacts potentiels à terme.
- **Les domaines et les options stratégiques** (*phase 4*) constituent un ensemble d'interventions alternatives évaluées et cohérentes qui seront mises en œuvre et pilotées en fonction des évolutions des contextes et du **Référentiel stratégique**.



1. La Gironde. Etude de prospective pour le CG Gironde, 2003/05

- L'étude (diagnostic empirique) met en évidence:
- la ***forte interaction Homme/Nature***: c'est un territoire-terroir « produit » par des siècles d'efforts et de maîtrise d'une nature a priori hostile (ex : la forêt landaise), qui crée un fort sentiment d'attachement culturel, humain et social
- un ***territoire sous forte dépendance des logiques externes*** (Etat, Multinationales, les nouveaux marchés de la viticulture) donc « fragile », et qui n'en a pas toujours conscience (on est « riche » et « solide »)

Gironde, suite

- Une ***présence persistante de l'existence de problèmes de société non maîtrisés*** dans la croyance qu'ils se régleront « tout seul » sous l'effet de secteurs porteurs, technologiques, lesquels sont eux-mêmes soumis aux aléas de la mondialisation, et un potentiel de recherche meilleur dans la « très haute technologie » que dans la « middle tech » à finalité industrielle

Gironde, suite

- le *niveau de vie* : globalement élevé, mais avec des poches de pauvreté « dure »,
- les *modes de vie*, très individualisants, très consommateurs de l'espace, qui rejettent en périphérie de l'agglomération bordelaise les *classes à revenu modeste*, créant des nuisances sociétales fortes dans l'accès aux équipements, et des nuisances environnementales par mitage du rural périurbain...

Les variables-clés de la Gironde comme « phénomène »

- **V1. *L'économie, le système productif* (industrie, IAA, agriculture...) les services, l'innovation, la recherche, le marché du travail versant « offre », l'organisation économique, les secteurs d'activités, les entreprises, la compétitivité sectorielle et globale de l'économie, les risques technologiques versant industriel, les centres de décision, les infrastructures...**
- **V2. *La société, la démographie, les modes de vie, les relations sociales*, les groupes sociaux, les groupes d'âge, le marché du travail versant « demande », les actifs sans emplois, l'exclusion sociale, la formation de base...**
- **V3. *Le territoire et les territoires, l'urbanisation, le logement, les transports* en tant qu'usage, l'organisation de l'espace, accessibilité aux équipements, le logement, la spatialisation de la vie sociale, les temporalités quotidiennes...**
- **V4. *L'écologie, les milieux naturels, la biodiversité, les risques naturels*, le patrimoine, la pollution, les identités selon les terroirs**
- **V5. *Les institutions, dont le CG 33, les services publics la gouvernance*, le lien avec les acteurs socioprofessionnels, les citoyens, la participation, les collectivités locales infra-départementales, les liens Département/Région/Etat**
- **V6. *Rayonnement, image, notoriété, attractivité, identité départementale* et infra-départementale, positionnement géo-stratégique**

V1 Economique

- 1) Economie: production, marché, échange, commerce...
- 2) Système productif industriel (sens large inclus tertiaire industriel)
- 3) Filières industrielles, secteurs d'activités, branches...
- 4) Système productif agricole (sens large)
- 5) Services/tertiaire directionnel/métropolisation (sens concentration de fonctions supérieures)
- 6) Services: vie quotidienne, commerces, services marchands et non marchands, induits des revenus finaux
- 7) Services publics non marchands
- 8) Services divers: transports, tourisme...
- 9) Technologies, innovations
- 10) Recherche, formation supérieure
- 11) Marché du travail versant « offre », structure des emplois des secteurs privé et public
- 12) Risques technologiques versant industriel

V2 Société

- 1) Société/sociétal (sens large de phénomènes de société)
- 2) Démographie (croissance naturelle, flux migratoires..)
- 3) Phénomènes intergénérationnels (jeunes et adultes, adultes et personnes âgées, solidarité intergénérationnelle)
- 4) Vieillesse à 10, 20 ans (pyramide démographique)
- 5) Comportements individuels, modes de vie
- 6) Distribution des revenus, revenus du travail, revenus des transferts sociaux
- 7) Marché du travail versant « demande »
- 8) Chômage, exclusion, précarité, insertion
- 9) Système éducatif de base,
- 10) Transmission des valeurs civiques

V3 Territoire(s)

- 1) Territoire: sens large: tout ce qui a trait à la territorialité, inclus les implications de V1/V2
- 2) Aménagement/organisation du territoire
- 3) Pôles urbains métropolitains
- 4) Pôles urbains secondaires
- 5) Urbain (sens « hyper-centre », banlieues, périphéries urbaine, étalement urbain, aires urbaines, extensions urbaines)
- 6) Vie quotidienne des populations urbanisées, temporalités urbaines, mode de vie urbain, inclus des populations « rurales »
- 7) Aménagement de l'espace urbain/péri urbain
- 8) Rural, ruralité, petits pôles urbains en milieu rural, vie quotidienne
- 9) Infrastructures (grandes.. « structurantes ») et « locales »
- 10) Accessibilité, transports (au sens des usages)
- 11) Equipements collectifs publics/privés localisés
- 12) Logements (individuel, collectifs) accès au logement, décohabitation, trajectoire familiales/logement, log pers. âgées
- 13) Foncier, maîtrise du foncier
- 14) Fonctions et activités économiques du territoire, systèmes prod.locaux
- 15) Précarité : exclusion/insertion en milieu local

V4 Ecologie-écosystèmes

- 1) Ecologie au sens large de biodiversité
- 2) Milieux « naturels », Ecosystèmes localisés,
- 3) Paysages par type de milieux naturels: littoral, forêt, « bordelais »...
- 4) Territoires au sens de « terroirs », croisement avec Pays
- 5) Patrimoine (naturel, historique, architectural, culturel...)
- 6) Valorisation (économique) sans déperdition (écologique)
- 7) Pratiques sociales, modes de vie , gestion des conflits d'usages
- 8) Activité collective (Publique/Privé) de défense/protection
- 9) Pollution (air, eau..), déchets, éco-industries
- 10) Agriculture biologique, « les » agriculteurs (exploitation intensive/extensive de la SAU)
- 11) Gestion des risques technologiques (industries à risques) et naturels
- 12) Préservation des zones sensibles (nature/tourisme..)
- 13) Préservation des espaces naturels péri-urbains
- 14) Energies renouvelables
- 15) Empreinte écologique (usage des ressources naturelles)

V5 Institutions/acteurs collectifs

- 1) Appareils administratifs publics (dont CG 33)
- 2) Relations administrations d'Etat/administrations « locales » dont CG
- 3) Relation entre grandes administrations « locales »
Région/Département/ Communauté urbaine
- 4) Relation entre le CG et les entités type collectivités locales, aggl. de communes, pays, syndicats mixtes.
- 5) Le CG 33 : organisation interne, réactivité, efficacité, efficience, transversalité
- 6) Pratiques administratives du CG 33, liens avec ses publics
- 7) Services publics, accès, réactivité par type d'enjeux
- 8) Gouvernance, relations avec les types de publics
- 9) Bien commun, valeurs, éthique citoyenne
- 10) Citoyenneté, participation, implication
- 11) Liens institutions publiques/acteurs collectifs « privés » (type CCI, socio-professionnels, réseaux d'influences divers...)

V6 Rayonnement /image

- 1) Représentations au sens large: image, perçu et vécu...
- 2) Image externe (la Gironde vue de l'extérieure)
- 3) Image interne (la Gironde vue par ses habitants)
- 4) Identité/société/modes de vie/valeurs/particularismes
- 5) Présence au monde (sens mondialité)
- 6) Rayonnement culturel (effet des flux touristiques)
- 7) Rayonnement scientifique-technologique (pôles de compétence)
- 8) Réceptivité aux évolutions du contexte (technologique, culturel)
- 9) Notoriété (différents domaines, du « Bordeaux » à la qualité de la vie, aux formes de différenciations par centres de compétence universitaires...)
- 10) Positionnement géo-stratégique (nord-sud, liens Ibérie-Nord-Europe, Est-ouest, lien avec l'Océan, les Amériques)
- 11) Participation du 33 aux images des « enveloppes » - du type Aquitaine, Sud-Ouest, France, Arc Atlantique - et aux espaces internes - du type ville de Bordeaux, petits pôles, terroirs, Pays, littoral...

Des exercices de prospective qui débouchent sur des *trajectoires du possible*

- Scénario n°1. Trajectoire des risques de type: *Crise globale et panne de confiance.*
- Scénario n°2. Trajectoire des risques de type : *tensions sectorielles, pas de crise globale, mais des effets importants sur les couches sociales les plus fragiles avec un processus de dualisation territorialisée, perte des équilibres socio-économiques-écologiques*

Trajectoires du possible, suite

- Scénario n°3. *Trajectoire de développement forte mais débridée, chaotique, faiblement régulée par des acteurs collectifs* qui font confiance aux logiques du marché pour rétablir les équilibres, ce qui a pour effet de renforcer les niveaux de disparités sociales et territoriales, sur les secteurs et les couches fragiles

- Scénario n°4. *Croissance forte et gouvernance avancée. Trajectoire socio-économique élevée avec un bon niveau de coordination entre les acteurs privés et les acteurs publics* qui orientent le développement grâce à une coordination latérale/horizontale des actions collective globale et aux différentes échelles du territoire, et en entre les différents milieux sociaux en intégrant la variable « durabilité ».

Et des « figures » du souhaitable...

- **Figure 1. La solidarité, l'égalité, l'équité...**
- **Figure 2. L'excellence, la performance, la compétence, l'innovation, la création..**
- **Figure 3. La transmission des valeurs culturelles, écologiques, patrimoniales, identitaires...**
- **Figure 4. La communication, l'échange, le dialogue, le débat public..**

Le croisement trajectoires du possible/figures du possible:

	Figures 1 La solidarité, l'égalité, l'équité...	Figures 2 L'excellence, la performance..	Figure 3La transmission des valeurs culturelles.	Figures 4La communication, dialogue, le débat
Scénario 1. Des crises sectorielles, une croissance en panne et une crise de confiance en l'avenir	Samu social	N'embraye pas sur la base économique élargie	Pas de métamorphose de l'ancien dans le moderne	Conflits ouverts, faible qualité du dialogue social
Scénario 2 Des tensions sectorielles, pas de crise globale, mais des antagonismes et des dualisations exacerbées	Solidarité segmentée, entre les -milieux sociaux	L'excellence reste enclavée, sans effets induits	Transmissions par milieux et par filières	Dialogue social à minima , replié, ne se diffuse pas sur l'Agora collective
Scénario 3 Croissance élevée mais débridé, faiblement régulé par des acteurs collectifs décalés/ à la base	Perçue comme obsolète, dépassée: valeurs marginalisées	Engouement pour le neuf, l'innovant. Gare à ceux qui ne suivent pas le mouvement...	Luxe de riche ou marge des pauvres	L'écoute sociale comme relais des pouvoirs, alibi démocratique
Scénario 4 Trajectoire socio-économique auto-régulée orientée sur une coordination « latérale » des actions	On ne laisse personne au « bord de la route »	Condition d'une société évoluée, levier du développement	Perçue comme une valeur sociale endogène et un facteur d'identité	Le dialogue social base d'une gouvernance très participative

Conclusion Gironde : agir sur

- 1. *les liens entre les générations***: recoudre le lien social entre les âges
- 2. *le développement responsable et solidaire entre les territoires*** et pour chacun d'entre eux à l'échelle des interco. et des Pays: la Gironde comme une « famille » de territoires dans laquelle chacun à sa place, son droit de vivre, de s'exprimer selon son potentiel et ses vocations
- 3. *la gestion des risques, entre risques naturels, risques technologiques***

Gironde, suite

- 4) ***la conciliation entre l'intérêt général et le patrimoine, entre l'intérêt public collectif (faible) et les intérêts privés individuels (forts).***
- 5) ***le positionnement des services publics au plus près des aspirations de la population***
- 6) ***la conciliation entre les temporalités de vie quotidienne pour recréer du lien social***
- 7) ***la citoyenneté et la participation collective pour refonder le « contrat social » au sein de la société civile***

- **Domaine N°1** : les liens entre les générations
- **Domaine N°2** : l'intérêt général et le patrimoine
- **Domaine N°3** : la gestion des risques
- **Domaine N°4** : le développement responsable et solidaire des territoires
- **Domaine N°5** : le positionnement des services publics
- **Domaine N°6** : la conciliation des temporalités
- **Domaine N°7** : *les bonnes pratiques (hors champ de l'étude stratégique)*
- **Domaine N°8** : la citoyenneté et la participation collective

Intergénérationnel

	<i>Fig. 1 La solidarité, l'égalité, l'équité...</i>	<i>Fig. 2 L'excellence, la performance</i>	<i>Fig. 3 La Transmission des valeurs culturelles</i>	<i>Fig. 4 La Communication, dialogue, le débat</i>
Scénario 1. Des crises sectorielles, une croissance en panne et une crise de confiance en l'avenir	Samu social	N'embraye pas sur une base économique élargie	Pas de métamorphose de l'ancien dans le moderne	Conflits ouverts, faible qualité du dialogue social
Scénario 2. Des tensions sectorielles, pas de crise globale, mais des antagonismes et des dualisations exacerbées	Solidarité segmentée, intra-milieux sociaux	L'excellence reste enclavée, sans effets induits	Transmissions par milieux et par filières	Dialogue social à minima, replié, ne se diffuse pas sur l'Agora collective
Scénario 3. Croissance élevée mais débridée, faiblement régulée par des acteurs collectifs décalés/ à la base	Perçue comme obsolète, dépassée: valeurs marginalisées	Engouement pour le neuf, l'innovant. Gare à ceux qui ne suivent pas le mouvement...	Luxe de riche ou marge des pauvres	L'écoute sociale comme relais des pouvoirs, alibi démocratique
Scénario 4. Trajectoire socio-économique auto-régulée orientée sur une coordination latérale des actions collectives	On ne laisse personne au « bord de la route »	Condition d'une société évoluée, levier du développement	Perçue comme une valeur sociale endogène et un facteur d'identité	Le dialogue social base d'une gouvernance très participative

- Options stratégiques
- Animer des lieux ou des systèmes pour développer les liens entre les générations
- S'appuyer sur les actions de quartier et les initiatives spécifiques (ex. habitat mixte) pour encourager ces liens
- Revaloriser le bénévolat
- Accompagner des parcours de vie dans leur totalité et à chaque transition (système éducatif...)
- Conduire des actions auprès des PME/PMI pour accompagner les transmissions (ex. par la formation, en créant des lieux spécifiques, par les associations, les PME...)
- Accompagner les transferts de compétences (entreprises privées, familiales, petites, moyennes...)
- Favoriser la création d'une culture commune entre les segments et au sein de chaque segment

Intérêt général

	<i>Fig. 1 La solidarité, l'égalité, l'équité...</i>	<i>Fig. 2 L'excellence, la performance</i>	<i>Fig. 3 La Transmission des valeurs culturelles</i>	<i>Fig. 4 La Communication, dialogue, le débat</i>
Scénario1. Des crises sectorielles, une croissance en panne et une crise de confiance en l'avenir	Samu social	N'embraye pas sur une base économique élargie	Pas de métamorphose de l'ancien dans le moderne	Conflits ouverts, faible qualité du dialogue social
Scénario2. Des tensions sectorielles, pas de crise globale, mais des antagonismes et des dualisations exacerbées	Solidarité segmentée, intra-milieus sociaux	L'excellence reste enclavée, sans effets induits	Transmissions par milieux et par filières	Dialogue social à minima, replié, ne se diffuse pas sur l'Agora collective
Scénario3. Croissance élevée mais débridée, faiblement régulée par des acteurs collectifs décalés/ à la base	Perçue comme obsolète, dépassée: valeurs marginalisées	Engouement pour le neuf, l'innovant. Gare à ceux qui ne suivent pas le mouvement...	Luxe de riche ou marge des pauvres	L'écoute sociale comme relais des pouvoirs, alibi démocratique
Scénario4. Trajectoire socio-économique auto-régulée orientée sur une coordination latérale des actions collectives	On ne laisse personne au « bord de la route »	Condition d'une société évoluée, levier du développement	Perçue comme une valeur sociale endogène et un facteur d'identité	Le dialogue social base d'une gouvernance très participative

- Pistes du Comité de Pilotage
- Prendre en compte de multiples segments de génération (très jeunes, adolescents, jeunes, personnes âgées, très âgées, ...)
- Développer la notion de « parentalité » (apprentissage et développement des compétences)

- Options stratégiques
- S'appuyer sur des outils existants d'observation des impacts sur le patrimoine naturel pour définir des actions en local
- Pour un maximum de projets, analyser et évaluer les impacts sur le patrimoine avec une participation pluraliste
- Utiliser la pédagogie comme support de responsabilisation de chacun
- Rendre plus lisible l'action du Conseil Général dans des domaines où les responsabilités sont multiples (le Conseil Général, porteur de la cohérence globale des projets)
- Mettre en place des systèmes de gestion des conflits d'intérêt et favoriser les approches préventives (ex. gestion de l'Estuaire)

	<i>Fig. 1 La solidarité, l'égalité, l'équité...</i>	<i>Fig. 2 L'excellence, la performance</i>	<i>Fig. 3 La Transmission des valeurs culturelles</i>	<i>Fig. 4 La Communication, dialogue, le débat</i>
Scénario1. Des crises sectorielles, une croissance en panne et une crise de confiance en l'avenir	Samu social	N'embraye pas sur une base économique élargie	Pas de métamorphose de l'ancien dans le moderne	Conflits ouverts, faible qualité du dialogue social
Scénario2. Des tensions sectorielles, pas de crise globale, mais des antagonismes et des dualisations exacerbées	Solidarité segmentée, intra-milieus sociaux	L'excellence reste enclavée, sans effets induits	Transmissions par milieux et par filières	Dialogue social à minima, replié, ne se diffuse pas sur l'Agora collective
Scénario3. Croissance élevée mais débridée, faiblement régulée par des acteurs collectifs décalés/ à la base	Perçue comme obsolète, dépassée: valeurs marginalisées	Engouement pour le neuf, l'innovant. Gare à ceux qui ne suivent pas le mouvement...	Luxe de riche ou marge des pauvres	L'écoute sociale comme relais des pouvoirs, alibi démocratique
Scénario4. Trajectoire socio-économique auto-régulée orientée sur une coordination latérale des actions collective	On ne laisse personne au « bord de la route »	Condition d'une société évoluée, levier du développement	Perçue comme une valeur sociale endogène et un facteur d'identité	Le dialogue social base d'une gouvernance très participative

- Pistes du Comité de Pilotage
- Renforcer l'action du Conseil Général dans les réflexions en amont au sein des structures locales dans lesquelles il intervient déjà.
- Mieux formaliser, lors de la mise en place de nouveaux projets, le sens des participations du Conseil Général et la cohérence avec ses orientations et celles des collectivités. Il s'agit d'éviter une implication réduite au seul apport d'une subvention.

- Options stratégiques
- Agir en qualité de « pivot » ou prendre la position de chef de file chaque fois que possible, par exemple pour favoriser l'accès aux services dans les pôles secondaires
- Clarifier la politique territoriale à l'échelle du Département
- Communiquer la politique départementale auprès des territoires afin de permettre une cohérence globale, y compris au niveau local
- Renforcer les liens entre le local et le départemental
- Avis du Conseil Général dans les PLU, SCOT et autres dispositifs
- Renforcer la lisibilité du sens dans les projets locaux (au-delà de la technique)

L'estimation des besoins en logement en Pays de la Loire Volet prospective

GEISTEL pour la DRE Pays de la Loire
Guy Loinger
22 novembre 2007 (V3)
geistel@wanado.fr

Contexte national

- Une **remontée de l'enjeu « logement » dans l'ordre des priorités nationales, notamment du fait d'un rebond de croissance démographique, de l'évolution des comportements des ménages** (décohabitation, mobilité résidentielle, urbanisation, périurbanisation...) et d'une mise en cause de la qualité d'une partie du parc social des années 70/90, ce qui implique un effort de renouvellement et une extension du parc.

Contexte régional

- Une ***région parmi les plus dynamiques du pays au plan économique et démographique, avec un effectif de 3.425.000 habitants en 2006***, et toutes choses égales par ailleurs, en scénario central, de 3.949.000 habitants en 2030, quasiment 4 millions (+565.000, +16,6+ derrière LR et MP (+20%) avec ***deux « moteurs » à 50/50, la croissance naturelle et le solde migratoire***, avec une tendance à la baisse progressive de la crois. naturelle et la maintien d'une crois. migratoire nette forte, notamment en faveur du littoral (Vendée) et métropolitaine (Agglomération nantaise), une région parmi les plus jeunes (moyenne d'âge 38,9 ans) bien que soumise au processus de vieillissement (43,1% en 2030)

Contexte de l'étude

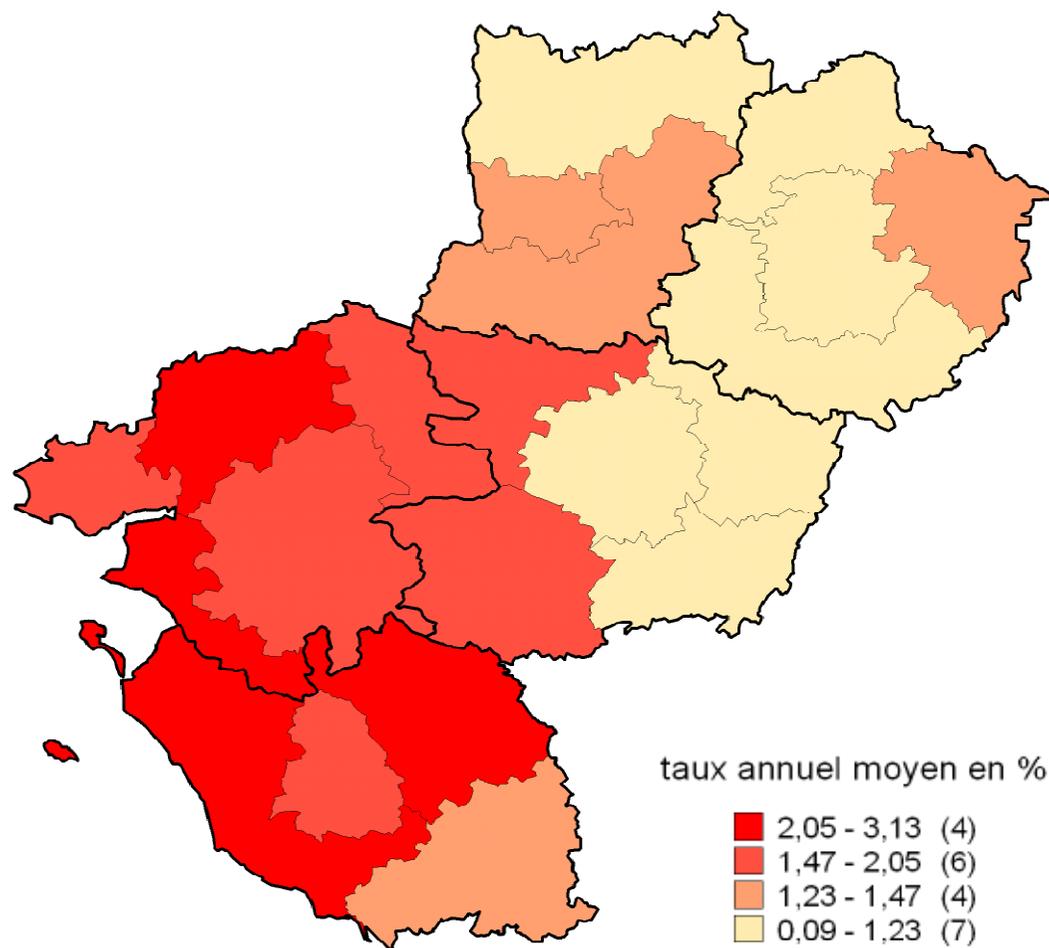
- Un *processus d'approfondissement de la décentralisation qui implique de mieux prendre en considération les aspirations des collectivités locales dans la définition de l'estimation des besoins en logements*, et la nécessité de répondre aux attentes, tant de la société civile (évolution des modes de vie) que de la base économique

- D'autre part les *habitudes de vie en milieu métropolitain impliquent d'ouvrir de nouveaux espaces à l'habitat (périurbanisation) et de faire un gros effort de renouvellement urbain dans les cœurs d'agglomération. C'est donc une sorte de « mobilisation générale » qui s'impose sur le « front logement/habitat »*

Diagnostic des territoires
Etude de prospective Habitat
Pays de la Loire
Etude GRESGE



Evolution du parc des résidences principales entre 1999 et 2005 (source : INSEE)

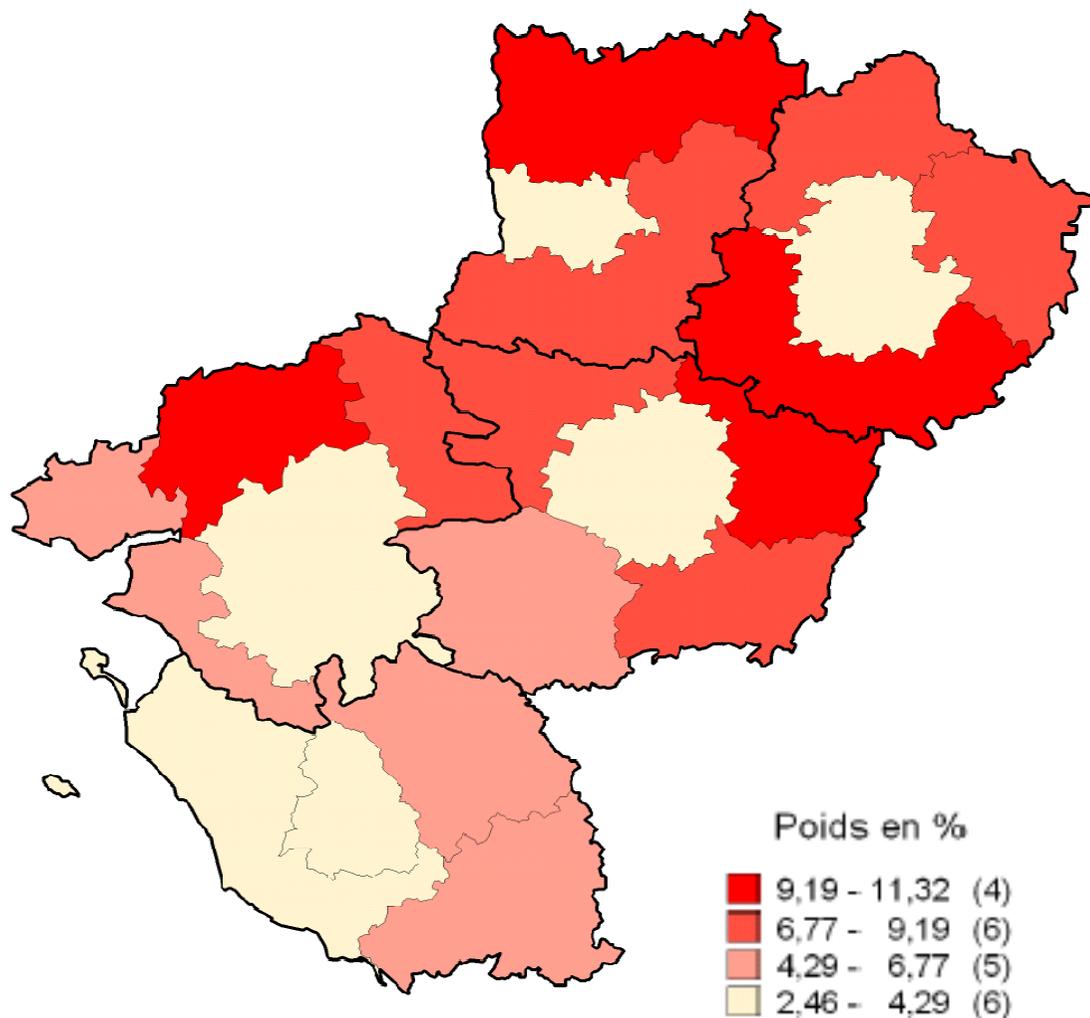


Le parc de résidences principales de la région a augmenté de + 1,57 % en moyenne par an. Cette hausse profite principalement aux territoires les plus dynamiques d'un point de vue démographique ainsi qu'aux mauges choletaises en raison du desserrement des ménages.

Sont observés aussi depuis 1999 :
1/ un mouvement de transformation de résidences secondaires en résidences principales dans les aires urbaines majeures et les territoires situés à leur périphérie.
2/ la baisse du nombre des logements vacants dans plusieurs territoires.

Au final, la part des résidences principales est passée au niveau régional de 82,8 % en 1999 à 83,9 % en 2005 alors que les taux de résidences secondaires et de logements vacants sont en baisse, la vacance se situant à un niveau très faible (5,8 %).

Résidences principales inconfortables 2005 (source :



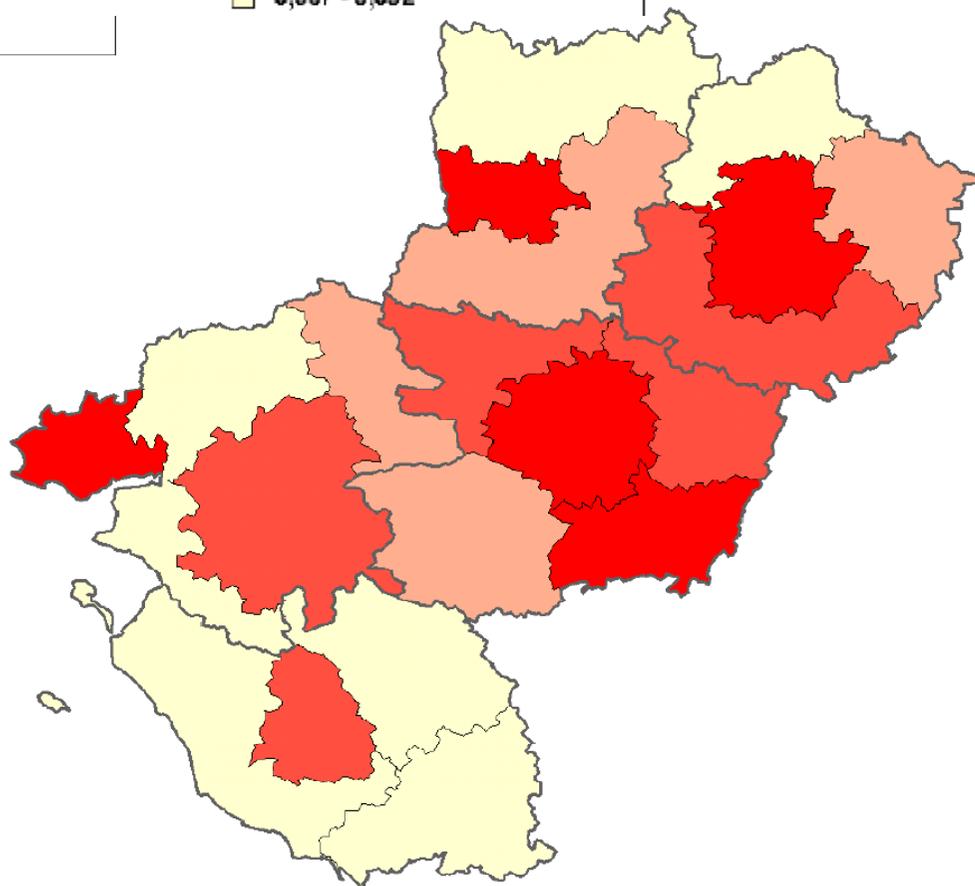
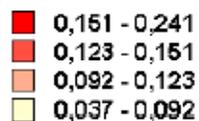
8,16% des logements étaient inconfortables en 1999 selon l'INSEE, soit deux fois moins que sur le territoire national. Les 5 départements s'inscrivent dans cette situation favorable, la Vendée ayant le meilleur score. A noter que l'inconfort est partout plus marqué en zone rurale.

L'analyse par statut d'occupation montre qu'il existe un écart significatif entre propriétaires (5,52%) et locataires du parc privé (8%). Ce différentiel se vérifie sur toutes les zones et plus particulièrement sur les aires urbaines de Nantes et de Laval (moins d'inconfort chez les propriétaires).

Le **parc potentiellement indigne** est évalué à 70 000 unités. La Loire-Atlantique apparaît au premier plan en cumulant le parc le plus important en volume (41% du total régional) et le pourcentage le plus fort au regard de son parc privé (7,1%).

Poids des locataires du parc social dans le parc des RP (source

Poids des locataires du parc social en 2005



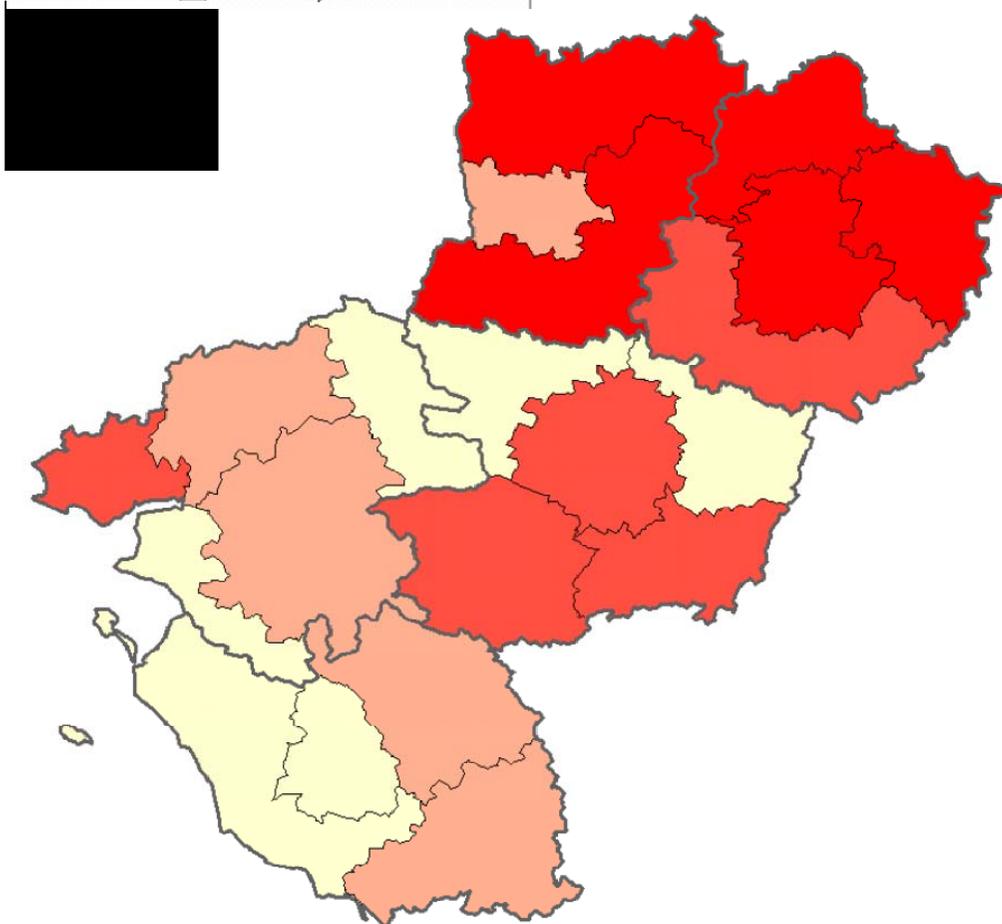
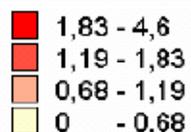
La propriété marque profondément la région. Au niveau régional, elle représente 64,5% des résidences principales soit 8 % de plus qu'à l'échelle nationale.

Les plus forts taux de propriétaires se retrouvent dans les secteurs ruraux de Loire-Atlantique et de Vendée, avec près de 77 % comme dans la zone Nord de Loire-Atlantique. Des différents segments de parc, le parc locatif social est celui qui a le moins progressé entre 1999 et 2005 (+ 1 % par an contre + 1,9 % pour les propriétaires occupants et le parc locatif privé). Ainsi, la **part du parc locatif social dans le parc des résidences principales** a baissé de 0,7 % entre 1999 et 2005 passant de 14,4% à 13,7% soit un niveau inférieur à la moyenne nationale. De façon générale, le parc locatif social est fortement représenté dans les principales aires urbaines de la région. En secteur rural, on le trouve surtout dans les départements de Maine-et-Loire et de la Sarthe. Par ailleurs, contrairement au parc locatif privé, il est rare sur le littoral à l'exception du secteur de Saint-Nazaire.

Taux de logements vacants en parc locatif social

2005

Poids des logements HLM vacants
depuis plus de 3 mois en 2005



La vacance dans le parc HLM tend à s'élever dans les territoires qui combinent à la fois un parc HLM plus important qu'ailleurs (Sarthe et Maine-et-Loire), une moindre croissance de la population ainsi que des problèmes de qualité des produits de certaines opérations, soit les territoires ruraux de la Sarthe et de la Mayenne ainsi que l'aire urbaine du Mans. Ainsi, même si la construction n'a pas été suffisante dans les années 90 et si le mouvement de desserrement a concerné toutes les zones, la croissance démographique doit être suffisante pour soutenir la demande locative sociale.

Une offre locative sociale insuffisante ne signifie pas nécessairement une diminution des exigences des ménages qui peuvent préférer attendre un logement correspondant mieux à leur besoins plutôt que d'accepter une proposition ne répondant pas exactement à leur demande notamment lorsqu'ils sont déjà locataires du parc locatif social. Malgré tout, au niveau régional, la vacance dans le parc locatif social est très faible (seulement 1,37% du parc HLM en 2005).

Prospective: la méthode utilisée

- C'est un ***couplage entre la méthode des systèmes et la méthode des scénarios***. On découpe l'objet d'étude en composantes principales aussi indépendantes que possible les unes des autres. On élabore ensuite des mini scénarios contrastés par composante principale. Puis on relie les mini scénarios entre eux de façon à déboucher sur des images globales du devenir du système

- La méthode en question dite « analyse morphologique » implique un effort collectif à plusieurs niveaux: ***d'abord il faut «découper» le système, d'où la question: selon quels critères?*** Ensuite, il faut ***réaliser des diagnostics par composante, ce qui demande un travail d'expertise.*** Ensuite, il faut ***construire les mini scénarios.*** Enfin, il faut ***articuler les mini scénarios entre eux, ce qui pose, là encore la question de la grille de lecture de l'ensemble.*** Précision: les scénarios peuvent être exploratoires (que peut-il se passer?) ou normatifs (que souhaitons-nous?). La démarche exploratoire est dite « inductive » (de t0 à l'horizon T+20) et la démarche normative est dite déductive (de l'horizon T+20 à T0)

Principaux résultats:le découpage

- Dix composantes ont été mises en évidence autour de la problématique habitat/logement, dont 9 sont dites « génériques » au sens de variables communes à l'ensemble de l'espace régional, et une dite « spécifique » au sens de spécifique à chacun des sous-ensembles territoriaux de la région. Les composantes principales sont les suivantes. Elles sont numérotées, mais sans ordre hiérarchique. Elles ont toutes la même « valeur » comme autant de déterminants qui pèsent sur la problématique logement. ***Chaque composante est analysée en soi et par rapport à la problématique logement habitat, qui est à la fois « globale » et présente dans chaque composante***

- 1) Démographie**
- 2) Conditions de vie/aspiration de vie des ménages/modes de vie/répartition des ressources**
- 3) Economie du secteur logement /système productif/pression foncière**
- 4) Equipements/services/infrastructures de communication**
- 5) Economie régionale et dynamique du marché du travail**
- 6) Représentations/Images/attractivité**
- 7) Environnement/biodiversité**
- 8) Acteurs publics et privés**
- 9) Facteurs exogènes**
- 10) Diversité des territoires**

Points clés/tendances de chaque composante principale

1) Démographie

Caractérisation: dynamique forte qui n'empêche pas la vieillissement ni le choc intergénérationnel

- **Incertitudes:** capacité d'attractivité régionale sur le monde extérieur (donc les flux migratoires)
- **Scénarios:** Démo1: poursuite des tendances actuelles basées sur un mixte d'attraction sur des ménages extérieurs jeunes/âgés, et d'émigration d'une partie des jeunes, vieillissement pyramide démo. ralenti, mais réel avec forte pression sur sphère logement, Démo 2: renforcement des tendances à l'attractivité sur les jeunes actifs avec un effet logement en milieu urbain dense, Démo 3: renforcement des tendances à l'attractivité sur les ménages âgés (retraités) avec effet logement sur les zones littorales, Démo 4: inversion du solde migratoire par défaut d'attractivité (entrée:- de jeunes actifs, – de retraités, sortie: plus de jeunes quittent le territoire), inversion du solde naturel par vieillissement de la pyramide démo. Pression logement moindre

2) Conditions de vie

- **Caractérisation** Structure socioprofessionnelle atypique avec une forte composante ouvrière, des revenus plutôt faibles, un tropisme marqué à l'individualisme, de fortes tendances à la décohabitation, attirance pour la maison individuelle
- **Incertitudes:** poursuite de tendances ou inflexion
- **Scénarios.** CV1: Conditions de vie inchangées d'où besoins en logements accrus et problème de solvabilité qui met la question du logement social en première ligne. CV2: conditions d'accès au logement qui se durcissent (taux d'intérêt, solvabilité), CV3: les capacités d'accession s'améliorent grâce à la prospérité régionale, l'offre entre en meilleure adéquation avec la demande

3) Economie du secteur logement

- **Caractérisation:** croissance sur pente fortement ascendante (de 23.000 unités commencées en 2002 à 31.000 en 05, mais avec un essoufflement en 2007 (sur 3 trim 07:23.511 contre 24.155 en 06)
- **Incertitude:** est-ce l'amorce d'un retournement de tendance ou une crise passagère (liée à la crise du « subprime »US?)
- **Scénarios:** EcoL1: « continuité sur pente forte » car le système immobilier/BTP y a intérêt, avec forte pression des besoins. EcoL2: chute brutale de solvabilité des ménages, mais maintien des besoins sociaux et préférence du marché immobilier pour les ménages les plus solvables, disparités croissantes, crise du logement aigue. EcoL3: « nouvelle donne », avec double pression cumulée: sur le secteur social (loi DAL) et sur le secteur privé car « boom économique » d'où trajectoire haute du secteur sur longue durée. EcoL4: « feu de paille »: la forte pression des années récentes diminue « en douceur » du fait du vieillissement de la pyramide démo, de la baisse relative du niveau de vie, de l'effet plancher de la décohabitation et de l'importance du stock existant.

4) Equipements/ services/infrastructures

- **Caractérisation:** une dotation + ou - proportionnelle à son poids économique (5% du PIB national, avec des points de moindre poids relatif (qui désignent des zones de faiblesses): équipement touristique, enseignement supérieur et recherche, poids des EMS (emplois métrop. Sup.) encore faible, mais en progression rapide
- **Incertitude:** concentration métropolitaine ou diffusion, croissance rapide des EMS ou ralentissement
- **Scénarios:** Equip1: poursuite ralentie de la croissance des EMS, car faible capacité de coordination inter rég., chacun pour soi, blocages, pas d'effets d'entraînement, stabilisation de l'effet métropolisation. Equip 2: croissance forte des EMS sur base concentrée, fort processus de métropolisation polarisé sur capitale régionale et coordination inter-rég forte sur grands projets (type NDdL). Equip 3: croissance des EMS sur base déconcentrée en réseau de villes moyennes, métropolisation « répartie » sur base multipolarisée en bipôle Rennes-Nantes avec forte coordination grand ouest + réseau de villes moyennes (retombées+)

5) Economie générale.

- **Caractérisation** Un poids régional autour de 5%/nat. supérieur à son poids démo.(4,5%) qui traduit un niveau de productivité/compétitivité sup/moyenne nationale.
- **Incertitude:** vers un prolongement de tendance ou une inflexion due à divers blocages (ressource humaine, technologique, poids de secteurs très « cycliques », économie résidentielle faible.
- **Scénarios:** Eco G 1: Les secteurs « exposés », exportateurs à forte croissance compensent le fléchissement des secteurs traditionnels (confection) ou « mûrs » (automobile), et tirent l'économie régionale, avec effet multiplicateur élevé sur l'économie résidentielle. Eco G2: les secteurs « exposés » sont comme des isolats qui ne réussissent pas à tirer l'économie régionale, globalement sans ressort. Eco G 3: les secteurs exposés, trop sensibles aux effets pervers de la globalisation échouent à devenir la « locomotive » de l'ensemble. L'économie résidentielle devient le véritable moteur de l'économie régionale sur base de niveau de vie élevé et de retraités aisés avec croissance stabilisée sur pente faible

10) Diversité des territoires

- **Caractérisation.** Héritage de l'histoire, des paysages, d'une société à la fois urbaine et rurale, avec un axe ligérien à fort marquage métropolitain européen qui structure l'espace régional et du grand ouest, et des périphéries bien ancrées sur leurs territoires de proximité ruraux en lien étroit avec les territoires des régions voisines (Bretagne, Centre, Poitou-Charentes)
- **Incertitudes:** la tendance actuelle vers l'urbanisation métropolitaine risque de réduire la variété des potentiels territoriaux, faits de mixtes de structure économique, sociale, culturelle (exemple: la carte sanitaire et la carte judiciaire)
- **Scénarios :** DivT1: Métropolitain littoral : concentration urbaine sur la métropole régionale + les zones littorales au détriment des profondeurs du territoire. DivT2: Métropolitain gares de TGV: concentration sur les métropoles bien reliées au réseau ferré à grande vitesse au détriment des autres villes moyennes. DivT 3: Métropolitain mobilités individuelles: concentration-diffusion-étalement urbain sur les métropoles avec un fort marquage des transports individuels. DivT4: Dé-métropolisation et polarisation sur des petits pôles urbains en milieu rural qui freine la croissance des grands pôles

Principe d'articulation entre les mini-scénarios

- Il y a entre trois et quatre mini-scénarios par composante principale. En reliant les mini-scénarios selon un critère de pertinence et de vraisemblance, on peut dégager des dominantes transversales qui prennent la forme de scénarios globaux.

Scénarios globaux

- Les articulations entre les mini-scénarios de chaque composante principale donne à voir, de « l'intérieur » les grandes « logiques » de la problématique habitat-logement. Ces logiques sont désignées par le terme de « scénarios globaux ». Ceux-ci peuvent servir à étayer les analyses concernant le « chiffrage » de l'estimation des besoins en logement, ce qui présente l'avantage de croiser les projections statistiques avec la « toile de fond » de la problématique régionale. En outre, on se demande, pour chaque scénario global, en supposant qu'il devienne l'expression de la réalité, ce que les pouvoirs publics pourraient faire dans cette situation pour optimiser les processus. Il y a donc autant de « stratégies » que de scénarios. Mais in fine, on dégage un « hybride » qui maximise les probabilités, et qui va servir de référence principale à la question du « chiffrage »

Scénario 1 « au fil de l'eau »

- Correspond au **prolongement des tendances lourdes actuelles**: démographie « expansive »/France, spécificité économique industrielle récurrente en lien croissant avec les logiques de la globalisation, une métropolisation croissante sur un nombre réduit de grands pôles, un monde rural qui perd en identité, en qualité environnementale et en capacité d'organisation urbaine, un millefeuille administratif qui génère de l'inertie, une coordination entre acteurs locaux réelle mais pas toujours efficace, des pratiques sociales individualisantes qui bousculent les politiques publiques (notamment sur les processus d'urbanisation périphériques aux grandes aires urbaines), sans que la solvabilisation des ménages soient maîtrisée pour l'acquisition de leur logement, notamment des jeunes ménages, alors que les besoins en extension/renouvellement du parc restent très élevés notamment dans les pôles urbains en croissance rapide.

Scénario fil de l'eau

- Démo 1, maintien des tendances, + solde mig, + solde naturel
- CV 1 inchangé, faible évolution des écart de revenus
- Log 1 continuité pente forte
- Equip2 poursuite dynamique EMS
- EcoG1 Secteurs exposés tirent et compensent les pertes de secteurs traditionnels/mûrs
- Imag1. Local +, régional –
- Env 1. Application des normes à minima
- ActPP2. Conflits mais résolutions problèmes
- Exo1 Eco-monde, UE contexte favorable
- Div T 1 Métro-littoral

- Question sc. 1: quelle politique du logement aux interfaces entre acteurs publics (collectivités locales, région, département, Etat) et privés (immobilier) dans un contexte où les problèmes structurels sont localement non résolus?

Scénario 2 « dépression rampante »

- Ce n'est pas un scénario catastrophe, mais **il est marqué par une somme de problèmes non résolus, une économie fragile, car engagée dans un processus de mondialisation inachevé qui se retourne contre elle-même en cas de crise du contexte**, sans autonomie suffisante pour résister à des chocs extérieurs majeurs, qui réduirait l'attractivité externe sur de jeunes actifs, un manque de confiance en l'avenir qui réduit la natalité, pèse sur la solvabilité au logement des ménages, réduit les marges de manœuvres de collectivités, freine le potentiel de renouvellement urbain sans réduire le processus de polarisation urbaine (seule les grandes aggro tirent leurs « épingles du jeu »), le vieillissement accroît les besoins des catégories « dépendantes ».

Scénario 3 « dynamique des marchés non régulés »

- Une économie régionale globalement dynamique marquée par une tertiarisation croissante à fort marquage d'EMS et une économie industrielle qui trouve ses marques (et sa place) dans le contexte de la globalisation.
- Mais la **logique de la dérégulation entraîne des dysfonctions dans la sphère sociétale, avec des disparités croissantes de revenus, une réduction des moyens du secteur public et des coll. locales (du fait des baisses d'impôts) notamment pour le secteur de la petite enfance et du logement social, se traduisant par de fortes tensions dans ce secteur allant jusqu'à une chute de natalité des catégories sociales à revenu modeste**, une disparité territoriale croissante entre régions nanties et régions sans moyens de développement, une urbanisation selon un modèle « californien » avec de forte « tâches urbaines paupérisées et ghétoïsées qui côtoient des zones urbaines florissantes

Scénario 4.1 « Croissance douce et soutenable »

- L'économie se renforce sur des créneaux alternatifs nouveaux de type agriculture « bio » et auto subsistance du grand ouest et participation à une recherche en autosubsistance nationale, et réduit sa dépendance/ aux grands secteurs industriels mondialisés (qui de toutes les façons se délocalisent dans les pays émergents), ralentit le processus de tertiarisation/métropolisation/littoralisation au détriment des grands pôles urbains et en faveur du réseau des villes moyennes,
- une tendance à la maîtrise de la mobilité, des politiques publiques actives localement, une pression contre l'urbanisation périphérique et en faveur des politiques urbaines d'agglomérations centrales, une tendance à la moindre dispersion des écarts de revenus, une croissance globalement plus lente, mais avec une plus grande maîtrise du lien social et la réduction des disparités sociales et territoriales

Scénario 4.2 « croissance forte régulée »

- ***Ce scénario repose sur une hypothèse de croissance économique et démographique forte (prolongement et accentuation des tendances actuelles au sens de « foyer central de développement de l'ouest Atlantique) sur la longue durée, en jouant sur une combinaison entre des filières industrielles qui accroissent fortement leur productivité (d'un facteur 2 sur dix ans), ce qui permet de contenir le processus de globalisation, avec une intensification de la métropolisation sur quelques pôles, un surcroît d'attractivité économique sur les jeunes ménages (moins d'émigration et plus d'immigration résidentielle) et les retraités, une présence forte des acteurs publics qui encadrent les processus grâce à une forte culture d'anticipation et de planification urbaine et une acceptation des règles du jeu par les acteurs privés (immobilier) et la société civile (les particuliers), ce qui permet d'éviter (ou de réduire) les risques de banalisation des écosystèmes tout en ouvrant de nouvelles pistes pour le secteur bio et l'agriculture durable***

Le scénario de référence ou la question du « *sentier stratégique* »

- *Le scénario 1, au fil de l'eau aurait tendance à se poursuivre vers le haut de la fourchette au détriment du scénario 2 de dépression rampante et en faveur d'une inflexion stratégique en faveur du scénario 3 de croissance forte à marquage de dérégulation, toutefois nuancé par la forte et ancienne tradition régulatrice des pouvoirs publics locaux et régionaux, hybride qui se traduirait par un « encadrement » régional des processus de dérégulation et donc une atténuation locale régionale des « chocs » qui permet d'envisager les scénarios 4.1 et 4.2 comme les « deux bords » du scénario de référence ou « sentier stratégique ».*

- ***Toute la question est de savoir si cet encadrement sera « a minima » ou avec une forte intensité de gouvernance locale et régionale.*** Un autre facteur interfère avec ce débat de gouvernance, c'est celui de la place de la ***composante « durable » dans ce processus d'encadrement.*** Car ***il peut y avoir une gouvernance forte avec un certain laxisme au plan des politiques environnementales*** (dominante individualiste) ***et une gouvernance forte avec une forte prise en compte de la question du développement durable (dominante collective):*** De petites différences pour de grandes inflexions... Ainsi, tout se jouerait finalement entre la variante 4.1 et la variante 4.2, qui définissent « l'écartement de voie » par rapport à l'axe central.

- On peut en effet concevoir un **mode d'encadrement non durable, ou faiblement durable, ou intensivement durable**, ce qui aurait des effets importants sur la « formation du cadre de vie » et la nature des politiques publiques, donnant une forte place à l'expression « critique » de la société civile (et au détriment de son expression consumériste standard, au sens de « travailler plus pour consommer plus »)

- Question: la question du « **jeu** » de **gouvernance entre économique, sociétal et environnemental** devient « l'enjeu central » au sens de : comment faire interagir localement les trois piliers du développement durable et surtout comment « déplacer » les trois termes dans un positionnement différent. La politique du logement est l'une des pièces majeures du déplacement des trois piliers de façon équilibrée et concomitante. Guy Loinger

1.

Les principes de l'estimation des besoins globaux

Le schéma « origines des besoins et réponses à ces besoins »

Besoins en constructions neuves de logements à usage de résidence principale

=

Évolution du nombre de ménages +

Solde résidences principales/résidences secondaires +

Variation du nombre de logements vacants +

Renouvellement du parc de logements,

Le regard sur l'analyse prospective

- **Le fil de l'eau:** démographie assez forte, développement de l'accession et de la périurbanisation.
- **La croissance faible:** région moins attractive, décohabitation difficile, les capacités financières limitent l'accession, la périurbanisation et le renouvellement du parc.
- **Une croissance forte non régulée:** une démographie forte, des revenus en hausse pour des populations qui accèdent dans les espaces périurbains.
- **Une croissance douce et harmonieuse:** une volonté de densification et une démographie soutenue.
- **Une Croissance forte et régulée:** une volonté de densification, une démographie soutenue et un desserrement des ménages.

L'ajustement projections/prospective

	Distribution inspirée d'OMPHALE développement plus urbain	Distribution inspirée de FILOCOM développement plus périurbain
OMPHALE basse ajustée	Croissance faible	
OMPHALE haute ajustée	Croissance douce régulée	Fil de l'eau
FILOCOM prolongation des tendances	Croissance forte régulée	Croissance forte non régulée

2.

Le choix du scénario et les résultats

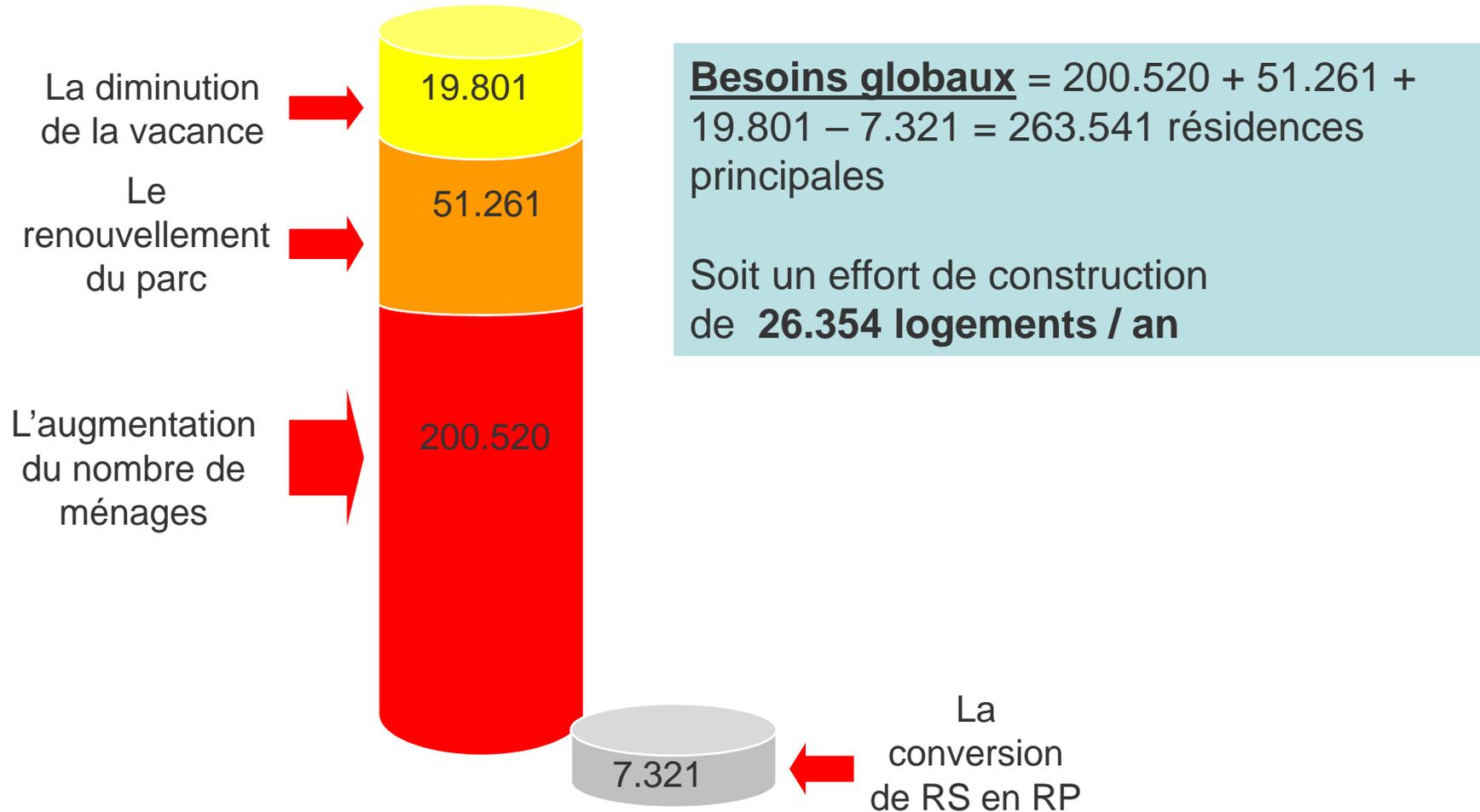
Le « sens » des scénarios et les orientations des acteurs

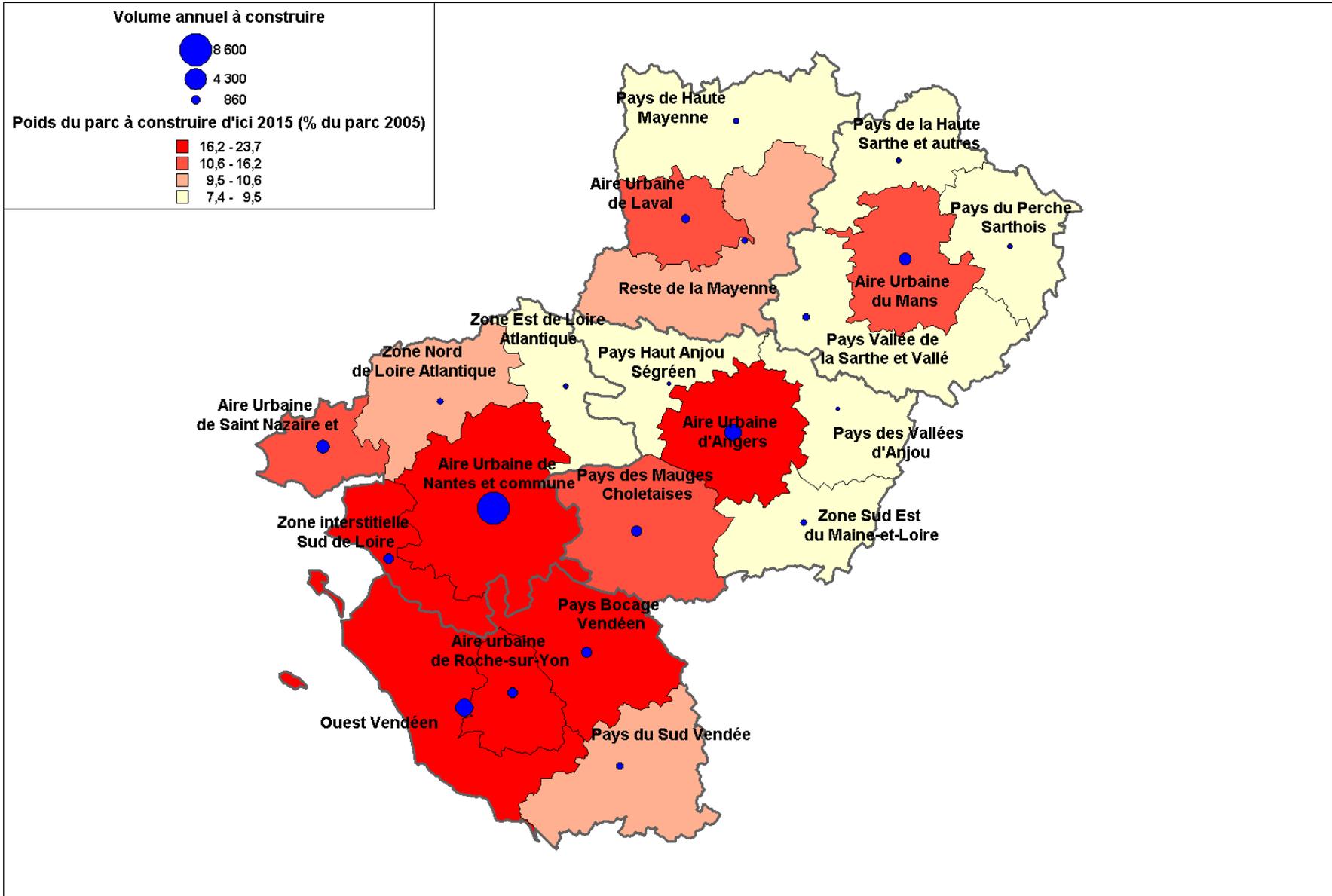
- **5 scénarios** (dépressif, fil de l'eau, croissance forte non régulée, croissance douce régulée et croissance forte régulée) **qui peuvent être traduits en termes:**
 - d'équilibre de l'offre et de la demande de foncier et donc de tensions sur les prix,
 - d'attractivité du territoire,
 - d'évolution de la taille des ménages,
 - de renouvellement du parc...
- **Les PLH : leurs principes et leurs objectifs.**
- **Les résultats du diagnostic.**

Le scénario retenu

- La croissance douce régulée pour les départements de 49, 53 et 72.
- La croissance forte régulée pour les départements de 44 et de 85 ainsi que pour la CA d'Angers.

Estimation des besoins globaux en logements à horizon 2015





3.

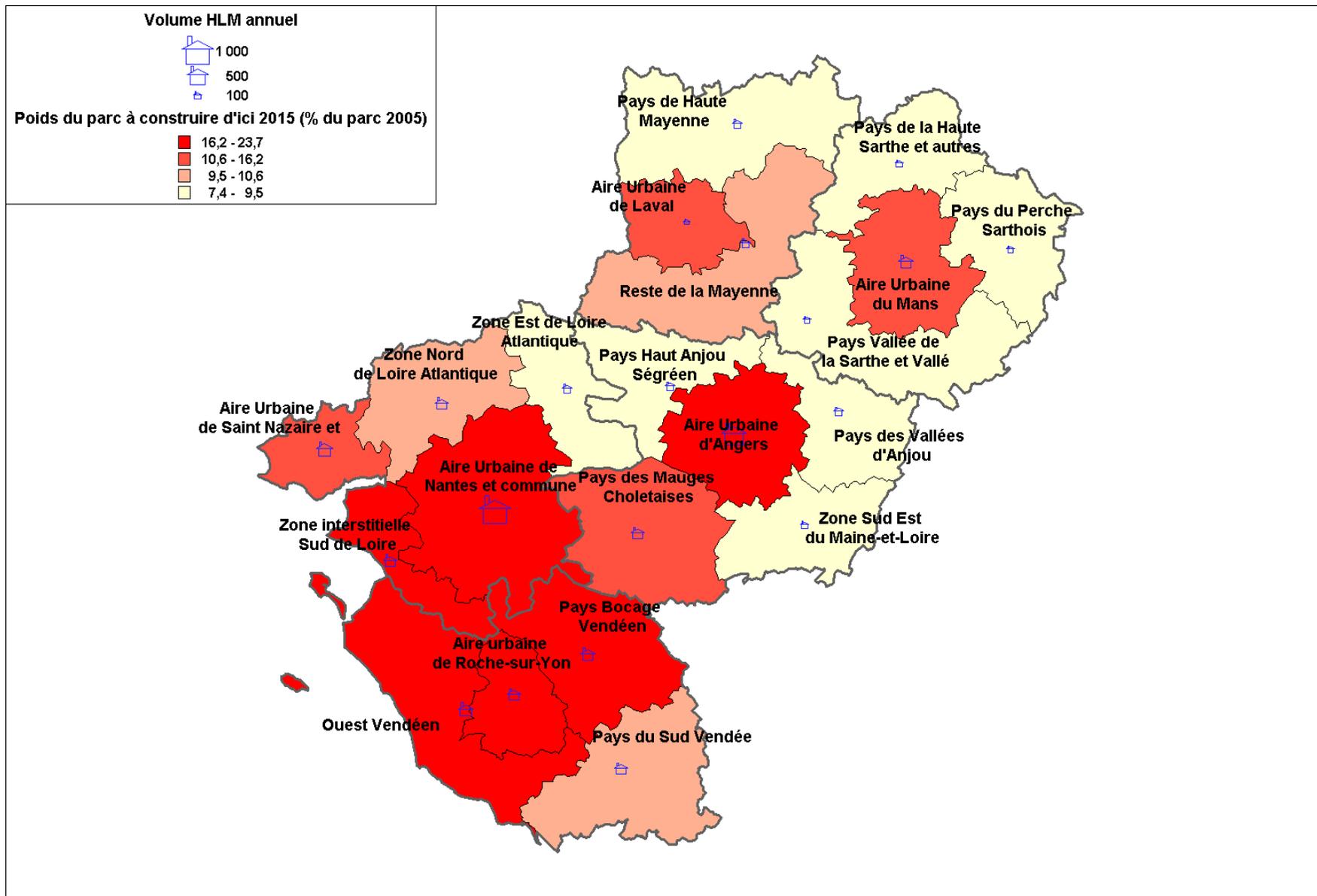
La segmentation du parc: le nombre de logements sociaux.

Quel critère de partitionnement retenir?

- Le partitionnement se focalise sur l'évolution du parc social.
- L'option retenue est celle d'une enveloppe globale de 20% de la production affectée au HLM
- Lors d'une réunion exposant des résultats basés sur un principe synthétique, **la nécessité d'un indicateur unique a émergé.**

Comment tenir compte des spécificités des territoires

- Cet ***indicateur synthétique a été conçu à partir de 7 indicateurs***: le poids de la demande HLM satisfaite sur la demande en cours, le poids des délais de satisfaction anormalement élevés dans la demande HLM pondéré par le poids des demandes internes, le poids des demandes HLM externes sur le parc social, le poids du parc locatif, le taux d'évolution de l'emploi salarié, l'indice de jeunesse, le poids des ménages ayant des ressources inférieures à 60% du plafond PLUS.
- Il a été individualisé pour chaque territoire et a permis de positionner chaque territoire par rapport à la moyenne régionale.
- Pour chaque territoire, la capacité de chacun des sept indicateurs à révéler les enjeux du territoire a été évaluée et prise en compte.



Association de l'Etat au ScoT de la Communauté de Communes du Nord de la Martinique

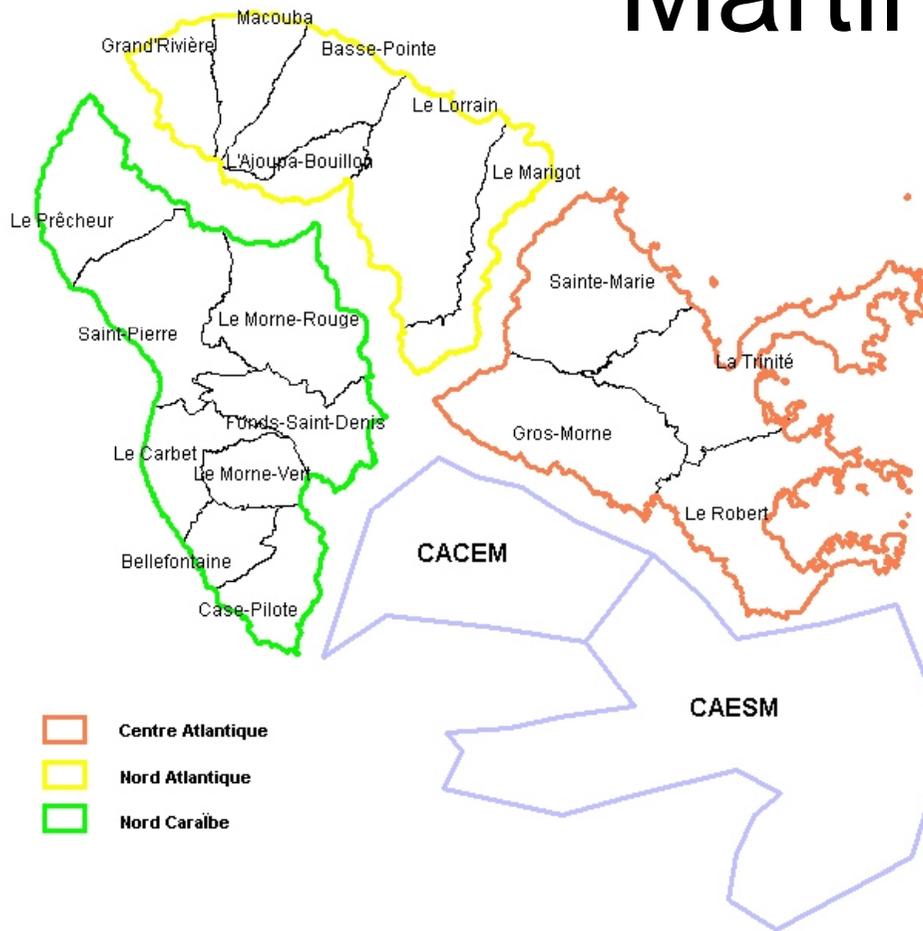
P.Masset & Guy Loinger



Le Nord vu d'en haut



Contexte de la démarche engagée par la DDE Martinique



- Association à l'élaboration du ScoT au titre de personne publique associée.
- Evaluation du SAR/SMVM
- Actualisation de la Charte du PNRM
- Lancement des ScoT parties Centre et Sud

Un espace de solidarités confronté à des contraintes d'ordre général:

- Importance du contexte naturel
- La difficile question du développement économique
- Le développement urbain
- L'enclavement

Un espace sous contraintes fortes

Les ambitions de la CCNM: un ScoT, pour faire quoi?

Des équipements structurants

Aménagement
des sites
urbains

Zones
d'activités

Développer les
équipements
culturels

Améliorer les
infrastructures

Aménagements
de sites tourisme
vert

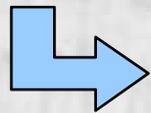
Préciser l'intérêt
communautaire:
sortir de la logique de
clochers!

Un ScoT : avec qui ?

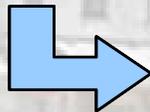
- Agence d'urbanisme en AMO
- Les communes (démarche de PLU)
- La CACEM
- La CAESM
- Le Conseil régional (évaluation du SAR/SMVM)
- Le Conseil Général (agenda 21)
- L'Etat

Positionnement de l'Etat: dynamiser le ScoT du Nord

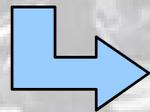
La CCNM sollicite l'Etat en août 2006



Formalisation d'un PAC en décembre 2006



Proposition d'une étude prospective en // au PADD en 2007



Définition des enjeux de l'Etat en 2008

Pilotage du projet en inter-services:

DDE Martinique Service Prospective Observatoire et Territoires
Chef de projet: adjoint au chef de service

Ambitions de l'Etat:

Partenaire efficace des acteurs locaux

- Identifier les enjeux majeurs du territoire à l'horizon 2015-2020
- Formuler un dire de l'Etat sur le devenir du Nord Martinique
- Préciser la coopération Etat / CCNM
- Définir les convergences d'intérêts
- Innover sur les pratiques de l'administration

Le cadre de travail :

- Un *Comité de Pilotage* comprenant les représentants des Services de l'Etat concernés par le Nord Martinique
- Un *Comité Technique* léger: techniciens de l'Administration et membres de la société civile
- Des *Ateliers thématiques et territoriaux* comprenant des acteurs et des membres de la société civile: le « cœur » du dispositif

Le processus: une semaine par mois pendant six mois, de janvier à juin 2007

- **Etape 1: comprendre, connaître, écouter**, en s'appuyant sur des études dont le rapport TETRA comme diagnostic préalable, (janvier)
- **Etape 2: construire un référentiel systémique, lister les enjeux clés et déterminer les composantes principales** (février)
- **Etape 3: démarche exploratoire: où va le NM dans le contexte de l'économie, de la société et de l'organisation de l'espace martiniquais?** (mars)
- **Etape 4: démarche normative: que pensons-nous qu'il serait souhaitable d'exprimer à l'horizon 2020?** (avril)
- **Etape 5: démarche stratégique: que voulons-nous "pouvons –nous" faire pour le territoire NM « du point de vue des enjeux de l'Etat » en démarche partenariale avec les acteurs socio-économiques** (mai)
- **Etape 6: finalisation du rapport de fin d'étude** (juillet-septembre-décembre) restitution 20/12/07

Un « véritable travail de terrain »

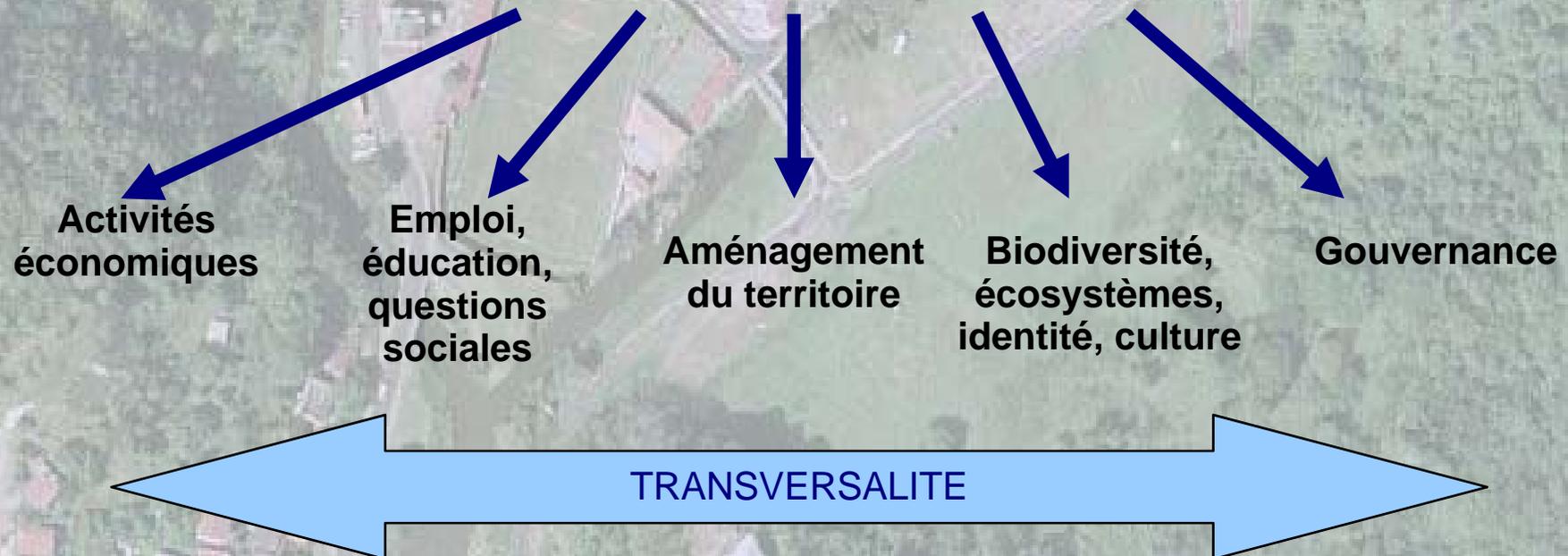
- **Une trentaine de réunions délocalisées sur 6 mois ont eu lieu sur les thèmes suivants: Société, Economie, Biodiversité, Gouvernance, Territoires, et dans les communes suivantes:**Trinité, Le Robert, Sainte-Marie, Gros Morne, Morne Rouge, Ajoupa-Bouillon, le Carbet, en présence d'élus et responsables de services techniques des collectivités locales concernées.
- **Ces rencontres ont permis d'établir des contacts directs entre le coordinateur de l'opération, P Masset et les responsables locaux avec une diffusion systématique des C-R.**
- ***Ces réunions ont révélé une demande latente des acteurs : que les services de l'Etat dialoguent davantage avec les acteurs, les élus, et soient davantage à leur écoute.***
- **Mise en place d'ateliers de prospective en interservice de l'état**

La méthode

- Le cadre méthodologique utilisé est celui de « l'analyse morphologique » qui consiste en un découpage du champ de l'étude en composantes principales, qui font l'objet de mini-scénarios thématiques, réarticulés ensuite les uns avec les autres pour donner des images globales du devenir possible et souhaitable de l'objet.

L'exercice de prospective au regard des enjeux de l'Etat sur le Nord Martinique

- Croisement des conclusions du diagnostic de la CCNM, avec la synthèse du rapport GEISTEL au regard des compétences « Etat »
- Formalisation de fiches « Enjeux »



Les composantes principales: 6 variables-clés

- 1) Démographie-territoire,
- 2) Structures de l'économie,
- 3) Structures sociales, emploi, vie quotidienne, formation, mode de vie-culture, logement,
- 4) Urbanisation, organisation du territoire, mobilité, grandes infrastructures
- 5) Bio-diversité, risques, environnement, patrimoine, paysage
- 6) Ingénierie du développement local

Les scénarios globaux

Organisation autour des six variables clés: ils donnent

une importance particulière à plusieurs facteurs sensibles qui font basculer le « système » NM d'un état

(au sens de structure) à un autre état: donc un système

« en transition » instable...

- + S 1: fil de l'eau, ou patchwork (espaces fragmentés)
- + S 2: métropolis (CCNM: quartier île ville)
- + S3: agropolis (développement endogène)
- + S4: écolopolis (une société des services écologiquement compatibles)

Scénario 1 fil de l'eau: « patchwork »

- ***Des espaces segmentés, spécialisés, compartimentés, entre des espaces urbanisés sur base d'économie et société urbaine à haut niveau de développement et les résidus d'une société rurale en déclin, mais toujours présente et vivante, qui résiste localement,***
- ***Une gestion collective à minima, micro-locale et non pas globale, chacun pour soi, sans perspective générale,***
- ***Une qualité de l'environnement faible et en déclin,***
- ***Une gouvernance globale sans vision d'ensemble, avec peu de relais avec les grandes collectivités (Région, Département) et les administrations publiques d'Etat .***

Scénario 2 « quartier d'île ville »

- *L'environnement se dégrade, sauf quelques îlots hyper-protégés. Le tourisme de masse s'impose sauf là où il n'est pas empêché par les règlements.*
- *La gouvernance collective répond d'abord aux aspirations des communes les plus urbanisées et abandonne à son sort les communes pauvres du nord, des infrastructures lourdes favorisent le cœur métropolitain sans développement autonome du nord*

Scénario 3 agro-écopolis

- ***Economie et société à fort marquage écologique devenant la « devanture » écologique de la Martinique, qui entraîne un rebond de l'économie productive locale, l'agriculture biologique (AB) devient la norme, des labels de terroirs donnent une image de haute qualité aux produits du NM sur les marchés locaux et ouvrent des marchés en Europe, des produits anciens oubliés remplacent peu à peu l'agriculture d'exportation standard. Les sols agricoles sont protégés et progressivement dépollués.***

Scénario 4. « Ecolopolis »

- **Economie et société dominée par la ville et les services, mais à forte composante écologique dans tous les domaines de la vie quotidienne : production bio et agriculture raisonnée, énergie**
- **Réduction de la dépendance à l'agglomération centrale, refus d'une urbanisation massive par diffusion urbaine de l'agglomération centrale, « containement urbanistique »**
- **Préservation de la culture locale sous diffusion d'un modèle culturel urbain**

Fiches-actions

- Zones d'activité
- Agriculture
- Bourgs
- Foncier
- Ressource en eau
- Littoral



INGÉNIERIE DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Fiche

20

- Mobiliser les acteurs locaux autour de projets collectifs
- Manque de marge de manoeuvre pour lancer des projets nouveaux: ressources financières limitées
- Un débat public sur les orientations stratégiques des enjeux du Nord Martinique
- ➔ Développer une ingénierie de projet intercommunale

ANALYSE

- La gestion des divergences entre échelles de représentation dont les compétences juridiques, les moyens humains et financiers sont différents.
- La gestion du temps : l'identification et la gestion de projets réclament des négociations permanentes, car les objectifs de chacun doivent être rapprochés.
- L'articulation entre les échelles et les dispositifs: le SCoT de la CCNM intègre 18 communes sur deux facades de l'île aux dynamiques différenciées, ceci ouvre la porte à des divergences de perception avec des répercussions, notamment en termes de temps de négociation, de cohérence entre les dispositifs: articulation difficile entre les territoires de projet et les territoires de gestions

LES MANQUES

- Capacité d'ingénierie de projet variable au niveau communal
- Perception fragmentée des enjeux spécifiques du Nord Martinique dans le devenir global de la Martinique
- Services déconcentrés de l'État jugés trop éloignés des réalités locales et des projets

ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- Élaborer un projet de territoire cohérent soutenu de façon volontariste par les élus.
- Les services de l'État comme force de propositions auprès des collectivités locales : rôle fort des deux Sous Préfecture
- Travailler en commun

PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS

- ➔ Trouver des objectifs communs et identifier des axes de travail,
- ➔ Viser l'opérationnel dans les projets en dépassant les échéances électorales,
- ➔ Marquer la spécificité et la valeur ajoutée du territoire Nord Martinique,
- ➔ Intégrer l'ensemble des partenaires dès l'amont des projets (services de l'État, collectivités territoriales, établissements publics)



INGÉNIERIE DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Scénarios Globaux:

modèle Zébropolis: sur le court terme absence de gouvernance globale. Une gouvernance au jour le jour peut s'organiser mais elle ne parvient pas à contrecarrer disparités et différenciation (fracture communautaire).

modèle Métropolis: si le territoire Martinique connaît de la croissance, le territoire Nord ne récolte que de maigres subsides et l'exode se poursuit.

Sur les deux scénarios cités plus haut, l'intérêt communautaire n'est pas clairement défini, ni organisé face aux problématiques territoriales. Les deux options suivantes s'organisent, suivant un modèle de gouvernance intégrée, avec une étroite coordination entre la CCNM et les communes, entre la côte Atlantique et Caraïbe, entre les bourgs centre et les bourgs relais...

modèle Agropolis: les compétences sont mises au service de l'intérêt communautaire, les actions s'articulent dans des logiques de développement assumées et partagées, c'est une réelle gouvernance de proximité. Des synergies se font jour entre les acteurs économiques, sociaux et institutionnels.

modèle Écolopolis: modèle «[Agropolis](#)» en ouvrant la CCNM aux autres EPCI de l'île, à l'espace Caraïbe en particulier